

Convention collective

IDCC : 9492. – **EXPLOITATIONS HORTICOLES ET PÉPINIÈRES**
(MAINE-ET-LOIRE)
(23 novembre 1970)

(Etendue par arrêté du 15 juin 1972,
Journal officiel du 13 juillet 1972)

AVENANT N° 97 DU 15 JUIN 2009

NOR : *AGRS0997216M*

IDCC : 9492

Entre :

L'union horticole de l'Anjou,

D'une part, et

Le syndicat Agro et production CFDT de l'Anjou ;

L'union départementale CGT-FO ;

L'union départementale des syndicats CFTC de Maine-et-Loire ;

La section fédérale des travailleurs agricoles CGT de Maine-et-Loire ;

Le syndicat national des cadres et entreprises agricoles CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Les dispositions des articles 33 et 54 de la convention collective sont modifiées comme suit :

Article 33

Congés payés

Le paragraphe 3 devient :

« Les salariés d'exécution justifiant de 12 mois de services dans une ou plusieurs des exploitations visées par la présente convention bénéficient du maintien de leurs droits à congés payés pendant les arrêts de travail consécutifs à une maladie ou à un accident d'origine privée dans la limite de 90 jours par année civile.

Ces arrêts de travail sont assimilés à du temps de travail effectif pour le calcul de la durée des congés payés. »

(Le reste sans changement.)

Article 54

Indemnités. – Retraite complémentaire

Les paragraphes 1 et 3 sont supprimés.

Le libellé de l'article 54 est modifié en conséquence et devient : « Article 54. – Retraite complémentaire ».

De la même manière, le libellé du chapitre XV est modifié et devient : « Chapitre XV. – Couverture du risque vieillesse ».

(Le reste sans changement.)

Article 2

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant qui sera déposé à la direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle de Maine-et-Loire, section agricole, 7, rue Bouché-Thomas, à Angers. Le présent avenant entrera en vigueur sous réserve de son extension.

Les parties signataires conditionnent également l'entrée en vigueur du présent avenant n° 97 à l'entrée en vigueur de l'avenant n° 2 à l'accord collectif de prévoyance interprofessionnel du 19 juin 2002 relatif à la garantie de ressources des salariés en cas de maladie ou d'accident dans les exploitations de polyculture, de viticulture, d'élevage, de maraîchage, d'horticulture pépinières, dans les entreprises de travaux agricoles, ruraux et forestiers et les coopératives d'utilisation de matériel agricole de Maine-et-Loire.

Fait à Angers, le 15 juin 2009.

(Suivent les signatures.)